

Orléans, le 22 Janvier 2021

Commission Permanente du 22 Janvier 2021 : Une fin de mandat qui s'éternise.

Alors que la date des élections régionales n'est toujours pas officiellement connue, la majorité sortante gère tant bien que mal cette fin de mandat interminable.

Le Centre-Val de Loire était l'une des rares régions de France à ne pas avoir voté le budget 2021 en décembre dernier car le président Bonneau ne voulait pas subir la pression des écologistes.

Mais la machine à subventions continue à tourner, parfois hors de contrôle.

C'est ainsi qu'une enveloppe de 60 000 € a été largement dépassée avec près de 90 000 € attribués, sans l'autorisation des élus.

Comme d'habitude nos élus ont été attentifs à l'utilisation des deniers publics. Avec cette crise sanitaire qui se prolonge et ses conséquences économiques catastrophiques, l'heure n'est plus à disperser des crédits pour des actions souvent discutables.

Nous avons également dénoncé le détournement du dispositif de valorisation des acquis de l'expérience (VAE), grâce auquel des adultes peuvent bénéficier de programmes de cours adaptés à leur profil à condition de pouvoir prouver une expérience acquise et de faire preuve de compétences en lien avec les études choisies.

Cela vise des publics qui ont acquis une expérience professionnelle, parfois sur plusieurs années.

Or la Région prétend ouvrir le dispositif à des élèves en échec scolaire et à des « primo-arrivants », ce qui revient à le dévoyer et à le dévaluer au détriment de ceux qui méritaient d'en bénéficier.

Guillaume Peltier, qui s'est connecté en retard et est reparti avant la fin de la réunion qui se tenait en distanciel - s'est contenté de poser une question sur la vaccination, complètement hors sujet, suscitant un débat où les élus locaux ont assuré qu'ils feraient mieux que l'Etat et demander plus de décentralisation.

Sauf que si la crise est mal gérée depuis le début, ce n'est pas l'Etat qu'il faut critiquer mais le gouvernement, Michel Chassier l'avait déjà rappelé lors la dernière session.

Les retards dans la campagne vaccinale sont dus d'abord au manque de vaccins, et la France est la seule puissance membre du conseil de sécurité à ne pas en avoir produit à ce jour, mais également dus à une logistique défailante, qui l'était déjà lorsqu'il s'agissait de fournir à la population des masques ou des tests PCR !

Dans un cas comme dans l'autre la Région n'y peut rien, et la guerre microcholine entre les l'Etat, l'ARS, les Régions, les Départements, les Métropoles, les Agglomérations et les communes ne fera pas avancer les choses : elle souligne au contraire le grand désordre de notre organisation territoriale, 5 ans après l'adoption de la Loi NOTRe pourtant censée clarifier les compétences de chacun et en finir avec la faiblesse d'un Etat à la fois omnipotent et impotent.

Encore une fois le groupe RN a démontré qu'il constitue la seule opposition constructive, le groupe de la droite et du centre a quant à lui une fois de plus, approuvé 100% des dossiers !

